



REPUBBLICA DI SAN MARINO

DECRETO CONSILIARE 27 novembre 2014 n.203

**Noi Capitani Reggenti
la Serenissima Repubblica di San Marino**

*Visto il combinato disposto dell'articolo 5, comma 3, della Legge Costituzionale n.185/2005 e dell'articolo 11, comma 2, della Legge Qualificata n. 186/2005;
Vista la delibera del Consiglio Grande e Generale n.18 del 20 novembre 2014;
ValendoCi delle Nostre Facoltà;
Promulghiamo e mandiamo a pubblicare:*

ADESIONE ALLA CONVENZIONE SUL CONTRASSEGNO DI ESPLOSIVI PLASTICI ED IN FOGLIE AI FINI DEL RILEVAMENTO

Articolo Unico

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione sul contrassegno di esplosivi plastici ed in foglie ai fini del rilevamento, fatta a Montreal il 1° marzo 1991 (Allegato A) e alla relativa dichiarazione fatta ai sensi dell'articolo XIII, paragrafo 2 della Convenzione (Allegato B), a decorrere dall'entrata in vigore della Convenzione, in conformità a quanto disposto dall'articolo XIII, paragrafo 4 della Convenzione medesima.

Dato dalla Nostra Residenza, addì 27 novembre 2014/1714 d.F.R

I CAPITANI REGGENTI
Gian Franco Terenzi – Guerrino Zanotti

**IL SEGRETARIO DI STATO
PER GLI AFFARI INTERNI**
Gian Carlo Venturini

CONVENTION

sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection

LES ÉTATS PARTIES À LA PRÉSENTE CONVENTION,

CONSCIENTS des incidences des actes de terrorisme sur la sécurité dans le monde,

EXPRIMANT leurs vives préoccupations face aux actes de terrorisme ayant pour but la destruction totale d'aéronefs, d'autres moyens de transport et d'autres cibles,

PRÉOCCUPÉS par le fait que des explosifs plastiques et en feuilles ont été utilisés pour l'accomplissement de tels actes de terrorisme,

CONSIDÉRANT que le marquage des explosifs aux fins de détection contribuerait grandement à la prévention de ces actes illicites,

RECONNAISSANT qu'afin de prévenir ces actes illicites, il est nécessaire d'établir d'urgence un instrument international obligeant les États à adopter des mesures de nature à garantir que les explosifs plastiques et en feuilles soient dûment marqués,

CONSIDÉRANT la Résolution 635 du Conseil de sécurité des Nations Unies du 14 juin 1989, ainsi que la Résolution 44/29 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 4 décembre 1989 priant instamment l'Organisation de l'aviation civile internationale d'intensifier les travaux qu'elle mène pour mettre au point un régime international de marquage des explosifs plastiques ou en feuilles aux fins de détection,

TENANT COMPTE DE la Résolution A27-8 adoptée à l'unanimité par l'Assemblée (27^e session) de l'Organisation de l'aviation civile internationale, qui a approuvé, en lui attribuant la priorité absolue, la préparation d'un nouvel instrument international concernant le marquage des explosifs plastiques ou en feuilles aux fins de détection,

NOTANT avec satisfaction le rôle joué par le Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale dans la préparation de la convention ainsi que sa volonté d'assumer les fonctions liées à la mise en application de cette convention,

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

Article I

Aux fins de la présente convention :

1. Par «explosifs», il faut entendre les produits explosifs communément appelés «explosifs plastiques», y compris les explosifs sous forme de feuille souple ou élastique, qui sont décrits dans l'annexe technique à la présente convention.
2. Par «agent de détection», il faut entendre une substance décrite dans l'annexe technique à la présente convention qui est ajoutée à un explosif pour le rendre détectable.

3. Par «marquage», il faut entendre l'adjonction à un explosif d'un agent de détection conformément à l'annexe technique à la présente convention.
4. Par «fabrication», il faut entendre tout processus, y compris le retraitement, qui aboutit à la fabrication d'explosifs.
5. Les «engins militaires dûment autorisés» comprennent, sans que la liste soit exhaustive, les obus, bombes, projectiles, mines, missiles, roquettes, charges creuses, grenades et perforateurs fabriqués exclusivement à des fins militaires ou de police conformément aux lois et règlements de l'État partie concerné.
6. Par «État producteur», il faut entendre tout État sur le territoire duquel des explosifs sont fabriqués.

Article II

Tout État partie prend les mesures nécessaires et effectives pour interdire et empêcher la fabrication sur son territoire d'explosifs non marqués.

Article III

1. Tout État partie prend les mesures nécessaires et effectives pour interdire et empêcher l'entrée sur son territoire ou la sortie de son territoire, d'explosifs non marqués.
2. Le paragraphe précédent ne s'applique pas aux déplacements, à des fins non contraires aux objectifs de la présente convention, par les autorités d'un État partie exerçant des fonctions militaires ou de police, des explosifs non marqués sur lesquels cet État partie exerce un contrôle conformément au paragraphe 1 de l'article IV.

Article IV

1. Tout État partie prend les mesures nécessaires pour exercer un contrôle strict et effectif sur la détention et les échanges des explosifs non marqués qui ont été fabriqués ou introduits sur son territoire avant l'entrée en vigueur de la présente convention à l'égard de cet État, pour empêcher qu'ils soient détournés ou utilisés à des fins contraires aux objectifs de la présente convention.
2. Tout État partie prend les mesures nécessaires pour faire en sorte que tous les stocks d'explosifs dont il est question au paragraphe 1 du présent article qui ne sont pas détenus par ses autorités exerçant des fonctions militaires ou de police, soient détruits ou utilisés à des fins non contraires aux objectifs de la présente convention, marqués ou rendus définitivement inoffensifs, dans un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention à l'égard de cet État.
3. Tout État partie prend les mesures nécessaires pour faire en sorte que tous les stocks d'explosifs dont il est question au paragraphe 1 du présent article qui sont détenus par ses autorités exerçant des fonctions militaires ou de police et qui ne sont pas incorporés en tant que partie intégrante dans des engins militaires dûment autorisés, soient détruits ou utilisés à des fins non contraires aux objectifs de la présente convention, marqués ou rendus définitivement inoffensifs, dans un délai de quinze ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention à l'égard de cet État.

4. Tout État partie prend les mesures nécessaires pour s'assurer de la destruction, dès que possible, sur son territoire des explosifs non marqués qui peuvent y être découverts et qui ne sont pas visés par les dispositions des paragraphes précédents du présent article, autres que les stocks d'explosifs non marqués détenus par ses autorités exerçant des fonctions militaires ou de police et incorporés en tant que partie intégrante dans des engins militaires dûment autorisés à la date de l'entrée en vigueur de la présente convention à l'égard de cet État.

5. Tout État partie prend les mesures nécessaires pour exercer un contrôle strict et effectif sur la détention et les échanges des explosifs visés au paragraphe II de la 1^{re} Partie de l'annexe technique à la présente convention pour empêcher qu'ils ne soient détournés ou utilisés à des fins contraires aux objectifs de la présente convention.

6. Tout État partie prend les mesures nécessaires pour s'assurer de la destruction, dès que possible, sur son territoire, des explosifs non marqués fabriqués depuis l'entrée en vigueur de la présente convention à l'égard de cet État et qui n'ont pas été incorporés de la manière indiquée à l'alinéa d) du paragraphe II de la 1^{re} Partie de l'annexe technique à la présente convention, et des explosifs non marqués qui ne relèvent plus d'aucun autre alinéa dudit paragraphe II.

Article V

1. Il est établi par la présente convention une Commission internationale technique des explosifs (appelée ci-après «la commission»), composée d'au moins quinze membres et d'au plus dix-neuf membres nommés par le Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (appelé ci-après «le Conseil») parmi des personnes proposées par les États parties à la présente convention.

2. Les membres de la commission sont des experts ayant une expérience directe et substantielle dans les domaines de la fabrication ou de la détection des explosifs, ou des recherches sur les explosifs.

3. Les membres de la commission sont nommés pour une période de trois ans et peuvent être reconduits dans leur mandat.

4. Les sessions de la commission sont convoquées au moins une fois par an au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale ou aux lieux et dates fixés ou approuvés par le Conseil.

5. La commission adopte son règlement intérieur, sous réserve de l'approbation du Conseil.

Article VI

1. La commission évalue l'évolution technique de la fabrication, du marquage et de la détection des explosifs.

2. La commission, par l'entremise du Conseil, communique ses conclusions aux États parties et aux organisations internationales intéressées.

3. Au besoin, la commission présente au Conseil des recommandations concernant des amendements de l'annexe technique à la présente convention. La commission s'efforce de prendre ses décisions sur ces recommandations par consensus. En l'absence de consensus, ces décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres de la commission.

4. Le Conseil peut, sur la recommandation de la commission, proposer aux États parties des amendements de l'annexe technique à la présente convention.

Article VII

1. Tout État partie peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de la notification d'une proposition d'amendement de l'annexe technique à la présente convention, communiquer ses observations au Conseil. Le Conseil transmet ces observations dès que possible à la commission afin qu'elle les examine. Le Conseil invite tout État partie qui formule des observations ou des objections au sujet de l'amendement proposé à consulter la commission.
2. La commission examine les avis des États parties exprimés conformément au paragraphe précédent et fait rapport au Conseil. Le Conseil, après examen du rapport de la commission, et compte tenu de la nature de l'amendement et des observations des États parties, y compris les États producteurs, peut proposer l'amendement à l'adoption de tous les États parties.
3. Si l'amendement proposé n'a pas été rejeté par cinq États parties ou davantage par notification écrite adressée au Conseil dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de la notification de l'amendement par le Conseil, il est considéré comme ayant été adopté et entre en vigueur cent quatre-vingt jours plus tard ou après toute autre période prévue dans l'amendement proposé pour les États parties qui ne l'auraient pas rejeté expressément.
4. Les États parties qui auraient rejeté expressément l'amendement proposé pourront par la suite, en déposant un instrument d'acceptation ou d'approbation, exprimer leur consentement de façon à être liés par les dispositions de l'amendement.
5. Si cinq États parties ou davantage s'opposent à l'amendement proposé, le Conseil le renvoie à la commission pour complément d'examen.
6. Si l'amendement proposé n'a pas été adopté conformément au paragraphe 3 du présent article, le Conseil peut également convoquer une conférence de tous les États parties.

Article VIII

1. Les États parties communiquent au Conseil, si possible, des informations qui aideraient la commission à s'acquitter de ses fonctions aux termes du paragraphe 1 de l'article VI.
2. Les États parties tiennent le Conseil informé des mesures qu'ils ont prises pour mettre en oeuvre les dispositions de la présente convention. Le Conseil communique ces renseignements à tous les États parties et aux organisations internationales intéressées.

Article IX

Le Conseil, en coopération avec les États parties et les organisations internationales intéressées, prend les mesures appropriées pour faciliter la mise en oeuvre de la présente convention, y compris l'octroi d'une assistance technique et les mesures permettant l'échange de renseignements sur l'évolution technique du marquage et de la détection des explosifs.

Article X

L'annexe technique à la présente convention fait partie intégrante de celle-ci.

Article XI

1. Tout différend entre les États parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Chaque État partie pourra, au moment où il signera, ratifiera, acceptera ou approuvera la présente convention ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe précédent. Les autres États parties ne seront pas liés par lesdites dispositions envers tout État partie qui aura formulé une telle réserve.

3. Tout État partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe précédent pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au dépositaire.

Article XII

Sauf dans les cas prévus à l'article XI, il ne peut être formulé aucune réserve à la présente convention.

Article XIII

1. La présente convention sera ouverte le 1^{er} mars 1991 à Montréal à la signature des États participant à la Conférence internationale de droit aérien tenue à Montréal du 12 février au 1^{er} mars 1991. Après le 1^{er} mars 1991, elle sera ouverte à la signature de tous les États au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale jusqu'à ce qu'elle entre en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article. Tout État qui n'aura pas signé la convention pourra y adhérer à tout moment.

2. La présente convention est soumise à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à l'adhésion des États. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale, qui est désignée par les présentes comme dépositaire. En déposant son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, chaque État déclare s'il est ou non un État producteur.

3. La présente convention entre en vigueur le soixantième jour qui suit la date du dépôt du trente-cinquième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du dépositaire, à condition que cinq au moins de ces États aient déclaré conformément au paragraphe 2 du présent article qu'ils sont des États producteurs. Si trente-cinq instruments de ratification sont déposés avant le dépôt de leurs instruments par cinq États producteurs, la présente convention entre en vigueur le soixantième jour qui suit la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion du cinquième État producteur.

4. Pour les autres États, la présente convention entrera en vigueur soixante jours après la date du dépôt de leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

5. Dès son entrée en vigueur, la présente convention sera enregistrée par le dépositaire conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies et conformément aux dispositions de l'article 83 de la Convention relative à l'aviation civile internationale (Chicago, 1944).

Article XIV

Le dépositaire notifie sans retard à tous les signataires et États parties :

1. chaque signature de la présente convention et la date de signature;
2. chaque dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ainsi que la date du dépôt, en indiquant expressément si l'État s'est déclaré être un État producteur;
3. la date d'entrée en vigueur de la présente convention;
4. la date d'entrée en vigueur de tout amendement de la présente convention ou de son annexe technique;
5. toute dénonciation faite en vertu de l'article XV;
6. toute déclaration faite en vertu du paragraphe 2 de l'article XI.

Article XV

1. Tout État partie peut dénoncer la présente convention par voie de notification écrite adressée au dépositaire.

2. La dénonciation prendra effet cent quatre-vingt jours après la date à laquelle la notification aura été reçue par le dépositaire.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente convention.

FAIT à Montréal, le premier jour du mois de mars de l'an mil neuf cent quatre-vingt-onze, en un exemplaire original comprenant cinq textes faisant également foi rédigés dans les langues française, anglaise, espagnole, russe et arabe.

ANNEXE TECHNIQUE

1^{re} PARTIE : DESCRIPTION DES EXPLOSIFS

I. Les explosifs visés au paragraphe 1 de l'article I de la présente convention sont ceux qui :

- a) sont composés d'un ou plusieurs explosifs puissants qui, dans leur forme pure, ont une pression de vapeur de moins de 10^{-4} Pa à la température de 25 °C,
- b) dans leur formulation, comprennent un liant, et
- c) sont, une fois mélangés, malléables ou souples à la température normale d'intérieur.

II. Les explosifs suivants, mêmes s'ils répondent à la description des explosifs qui est donnée au paragraphe I de la présente partie, ne sont pas considérés comme explosifs tant qu'ils continuent à être détenus ou utilisés aux fins mentionnées ci-après ou restent incorporés de la manière indiquée, à savoir les explosifs qui :

- a) sont fabriqués, ou détenus, en quantité limitée pour laboratoire uniquement aux fins de travaux dûment autorisés de recherche, de développement ou d'essais d'explosifs nouveaux ou modifiés;
- b) sont fabriqués, ou détenus, en quantité limitée pour laboratoire uniquement aux fins d'activités dûment autorisées de formation à la détection des explosifs et/ou de mise au point ou d'essai de matériel de détection d'explosifs;
- c) sont fabriqués, ou détenus, en quantité limitée pour laboratoire uniquement à des fins dûment autorisées de sciences judiciaires; ou
- d) sont destinés à être incorporés ou sont incorporés en tant que partie intégrante dans des engins militaires dûment autorisés, sur le territoire de l'État de fabrication, dans les trois ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente convention à l'égard dudit État. Les engins ainsi produits pendant cette période de trois ans sont considérés être des engins militaires dûment autorisés aux termes du paragraphe 4 de l'article IV de la présente convention.

III. Dans la présente partie :

par l'expression «dûment autorisé(e)s» employée aux alinéas a), b) et c) du paragraphe II, il faut entendre permis(es) par les dispositions législatives et réglementaires de l'État partie concerné;

l'expression «explosifs puissants» s'entend notamment de la cyclotétraméthylène-tétranitramine (octogène, HMX), du tétranitrate de pentaérythritol (penthrite, PETN) et de la cyclotriméthylène-trinitramine (hexogène, RDX).

2^e PARTIE : AGENTS DE DÉTECTION

Un agent de détection est une des substances énumérées dans le tableau ci-après. Les agents de détection décrits dans le tableau ci-dessous sont destinés à être utilisés pour rendre les explosifs plus détectables au moyen de la détection de vapeur. Dans chaque cas, l'introduction d'un agent de détection dans un explosif se fait de façon à réaliser une répartition homogène dans le produit fini. La concentration minimale d'un agent de détection dans le produit fini au moment de la fabrication est celle qui est indiquée dans le tableau.

Tableau

Désignation de l'agent de détection	Formule moléculaire	Poids moléculaire	Concentration minimale
Dinitrate d'éthylèneglycol (EGDN)	$C_2H_4(NO_3)_2$	152	0,2 % en masse
2,3-Diméthyl-2,3-dinitrobutane (DMNB)	$C_6H_{12}(NO_2)_2$	176	0,1 % en masse
para-Mononitrotoluène (p-MNT)	$C_7H_7NO_2$	137	0,5 % en masse
ortho-Mononitrotoluène (o-MNT)	$C_7H_7NO_2$	137	0,5 % en masse

Tout explosif qui, de par sa composition naturelle, contient un des agents de détection désignés à une concentration égale ou supérieure à la concentration minimale requise, est considéré comme étant marqué.

Convenzione sul contrassegno di esplosivi plastici ed in foglie ai fini del rilevamento, fatta a Montreal il 1° marzo 1991

Gli Stati contraenti alla presente Convenzione,

consapevoli delle incidenze degli atti di terrorismo sulla sicurezza nel mondo,

esprimendo la loro viva preoccupazione per quanto riguarda gli atti di terrorismo aventi come scopo la distruzione totale di aeronavi, di altri mezzi di trasporto e di altri bersagli,

preoccupati per il fatto che sono stati utilizzati esplosivi plastici ed in foglie per compiere questi atti di terrorismo,

considerando che il contrassegno degli esplosivi ai fini del rilevamento contribuirebbe grandemente alla prevenzione di questi atti illeciti,

riconoscendo che, al fine di prevenire questi atti illeciti, è necessario istituire con urgenza uno strumento internazionale che obblighi gli Stati ad adottare misure tali da garantire che gli esplosivi plastici ed in foglie siano debitamente contrassegnati ai fini del rilevamento,

considerando la Risoluzione 635 del Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite del 14 giugno 1989, nonché la Risoluzione 44/29 dell'Assemblea generale delle Nazioni Unite del 4 dicembre 1989 che invita con urgenza l'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale ad intensificare i lavori da essa svolti ai fini della elaborazione di un regime internazionale di contrassegno degli esplosivi plastici o in foglie ai fini del rilevamento,

in considerazione della Risoluzione A 27-8 adottata all'unanimità dall'Assemblea (27^a sessione) dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale che ha approvato con priorità assoluta la preparazione di un nuovo strumento internazionale relativo al contrassegno di esplosivi plastici o in foglie,

notando con soddisfazione il ruolo svolto dal Consiglio dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale nella preparazione della Convenzione, nonché la sua volontà di esercitare le funzioni correlate all'attuazione di tale Convenzione,

hanno convenuto le seguenti disposizioni:

Articolo I

Ai fini della presente Convenzione:

1. l'espressione «esplosivi» significa i prodotti esplosivi comunemente denominati «esplosivi plastici», compresi gli esplosivi sotto forma di foglio duttile o elastico illustrati nell'allegato tecnico alla presente Convenzione;
2. l'espressione «fattore di rilevamento» significa una sostanza descritta nell'allegato tecnico alla presente Convenzione che viene aggiunta ad un esplosivo per renderlo identificabile;
3. l'espressione «contrassegno» significa l'aggiunta ad un esplosivo di un fattore di rilevamento in conformità con l'allegato tecnico alla presente Convenzione;
4. l'espressione «fabbricazione» significa ogni procedimento, compreso il ritrattamento, che dà luogo alla fabbricazione di esplosivi;

5. l'espressione «dispositivi militari debitamente autorizzati» significa, senza peraltro che la lista sia esauriente, granate, bombe, proiettili, mine, missili, razzi, cariche cave, granate a mano e perforatori fabbricati esclusivamente a fini militari o di polizia in conformità con le leggi ed i regolamenti dello Stato che è Parte interessata;

6. l'espressione «Stato produttore» significa ogni Stato sul cui territorio sono fabbricati esplosivi.

Articolo II

Ogni Stato parte adotta i provvedimenti necessari ed effettivi per vietare ed impedire la fabbricazione sul suo territorio di esplosivi non contrassegnati.

Articolo III

1. Ogni Stato parte adotta i provvedimenti necessari ed effettivi per vietare ed impedire l'entrata sul suo territorio o l'uscita dal suo territorio di esplosivi non contrassegnati.

2. Il paragrafo precedente non si applica agli spostamenti, per fini non contrari agli obiettivi della presente Convenzione, effettuati dalle autorità di uno Stato parte esercitanti funzioni militari o di polizia, di esplosivi non contrassegnati sui quali detto Stato parte esercita un controllo in conformità al paragrafo 1 dell'articolo IV.

Articolo IV

1. Ogni Stato parte adotta i necessari provvedimenti per esercitare un controllo rigoroso ed effettivo sulla detenzione e sugli scambi di esplosivi non contrassegnati che sono stati fabbricati o introdotti sul suo territorio anteriormente alla data dell'entrata in vigore della presente Convenzione nei confronti di detto Stato, al fine di impedire che siano dirottati o utilizzati a fini contrari agli obiettivi della presente Convenzione.

2. Ogni Stato parte adotta i necessari provvedimenti per fare in modo che tutti i depositi di esplosivi di cui al paragrafo 1 del presente articolo e che non sono detenuti dalle sue autorità che esercitano funzioni militari o di polizia, siano distrutti o utilizzati a fini non contrari agli obiettivi della presente Convenzione, contrassegnati o resi definitivamente innocui, entro tre anni a decorrere dall'entrata in vigore della presente Convenzione per questo Stato.

3. Ogni Stato parte adotta i necessari provvedimenti per fare in modo che tutti i depositi di esplosivi di cui è questione al paragrafo 1 del presente articolo che sono detenuti dalle sue autorità che esercitano funzioni militari o di polizia e che non sono incorporati, in quanto parte integrante in dispositivi militari debitamente autorizzati, siano distrutti o utilizzati a fini non contrari agli obiettivi della presente Convenzione, contrassegnati o resi definitivamente innocui entro quindici anni a decorrere dall'entrata in vigore della presente Convenzione per detto Stato.

4. Ogni Stato parte adotta i necessari provvedimenti per accertarsi della distruzione, il prima possibile, sul suo territorio di esplosivi non contrassegnati che vi possano venire scoperti e che non sono sottoposti alle norme dei paragrafi precedenti del presente articolo, diversi dai depositi di esplosivi non contrassegnati detenuti dalle sue autorità che esercitano funzioni militari o di polizia e che sono incorporati in quanto parte integrante in dispositivi militari debitamente autorizzati alla data dell'entrata in vigore della presente Convenzione per detto Stato.

5. Ogni Stato parte adotta i provvedimenti necessari per esercitare un controllo rigoroso ed effettivo sulla detenzione e sugli scambi degli esplosivi di cui al paragrafo II della I^a Parte dell'allegato tecnico alla presente Convenzione per impedire che siano dirottati o utilizzati a fini contrari agli obiettivi della presente Convenzione.

6. Ogni Stato parte adotta i provvedimenti necessari per accertarsi della distruzione il prima possibile sul suo territorio, degli esplosivi non contrassegnati manufatti a decorrere dall'entrata in vigore della presente Convenzione nei confronti di detto Stato e che non sono stati incorporati come indicato alla lettera d) del paragrafo II della I^a Parte dell'allegato tecnico alla presente Convenzione, nonché degli esplosivi non contrassegnati che non rientrano in alcun altro capoverso di detto paragrafo II.

Articolo V

1. È istituita dalla presente Convenzione una Commissione internazionale tecnica di esplosivi (in appresso denominata «la Commissione»), composta da almeno quindici membri fino ad un massimo diciannove membri nominati dal Consiglio dell'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale (in appresso denominata «il Consiglio») tra persone proposte dagli Stati parte della presente Convenzione.
2. I membri della Commissione sono esperti aventi una esperienza diretta e sostanziale nei settori della fabbricazione o del rilevamento di esplosivi, o delle ricerche su esplosivi.
3. I membri della Commissione sono nominati per un periodo di tre anni e possono essere riconfermati nel loro mandato.
4. Le sessioni della Commissione sono convocate almeno una volta all'anno alla sede dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale oppure nei luoghi e alle date fissate o approvate dal Consiglio.
5. La Commissione adotta il suo regolamento interno, riservata l'approvazione del Consiglio.

Articolo VI

1. La Commissione valuta l'andamento tecnico della fabbricazione, delle operazioni di contrassegno e del rilevamento degli esplosivi.
2. La Commissione, tramite il Consiglio, comunica le sue conclusioni agli Stati parte ed alle Organizzazioni internazionali interessate.
3. Se del caso, la Commissione presenta al Consiglio raccomandazioni concernenti emendamenti dell'allegato tecnico alla presente Convenzione. La Commissione si sforza di adottare le sue decisioni su queste raccomandazioni mediante consenso. In mancanza di consenso, queste decisioni sono adottate alla maggioranza dei due terzi dei membri della Commissione.
4. Il Consiglio può, dietro raccomandazione della Commissione, proporre agli Stati parte emendamenti dell'allegato tecnico alla presente Convenzione.

Articolo VII

1. Ogni Stato parte può, entro novanta giorni dalla data di notifica di una proposta di emendamento dell'allegato tecnico della presente Convenzione, comunicare le sue osservazioni al Consiglio. Il Consiglio comunica queste osservazioni non appena possibile alla Commissione affinché le esamini. Il Consiglio invita ogni Stato parte che formula osservazioni o obiezioni sull'emendamento proposto a consultare la Commissione.
2. La Commissione esamina i pareri degli Stati parte espressi in conformità con il paragrafo precedente e fa rapporto al Consiglio. Il Consiglio, dopo aver esaminato il rapporto della Commissione, ed in considerazione della natura dell'emendamento e delle osservazioni degli Stati

parte, compresi gli Stati produttori, può proporre l'emendamento per l'adozione di tutti gli Stati parte.

3. Se l'emendamento proposto non è stato respinto da cinque Stati parte o più con notifica per iscritto indirizzata al Consiglio entro novanta giorni dalla data di notifica dell'emendamento da parte del Consiglio, si considera che è stato adottato ed esso entra in vigore centottanta giorni dopo la data della sua adozione, oppure successivamente ad ogni altro periodo previsto nella proposta di emendamento, per gli Stati parte che non lo avessero formalmente respinto.

4. Gli Stati parte che avranno formalmente respinto l'emendamento proposto potranno in seguito, depositando uno strumento d'accettazione o di approvazione, esprimere il loro consenso in modo da essere vincolati dalle disposizioni dell'emendamento.

5. Se cinque Stati parte o più si oppongono alla proposta di emendamento, il Consiglio la rinvia alla Commissione per un esame supplementare.

6. Se l'emendamento proposto non è stato adottato in conformità con il paragrafo 3 del presente articolo, il Consiglio può altresì convocare una Conferenza di tutti gli Stati parte.

Articolo VIII

1. Gli Stati parte comunicano al Consiglio, se possibile, le informazioni che potrebbero essere utili per la Commissione nell'adempimento delle sue funzioni ai sensi del paragrafo 1 dell'articolo VI.

2. Gli Stati parte tengono il Consiglio informato dei provvedimenti da essi adottati ai fini dell'attuazione delle disposizioni della presente Convenzione. Il Consiglio comunica queste informazioni a tutti gli Stati parte ed alle Organizzazioni internazionali interessate.

Articolo IX

Il Consiglio, in cooperazione con gli Stati parte e le Organizzazioni internazionali interessate, adotta appropriati provvedimenti per facilitare l'attuazione della presente Convenzione, ivi compresa la concessione di una assistenza tecnica nonché misure che consentano uno scambio di informazioni sull'andamento tecnico dei metodi di contrassegno e di rilevamento degli esplosivi.

Articolo X

L'allegato tecnico alla presente Convenzione è parte integrante di essa.

Articolo XI

1. Ogni controversia tra gli Stati parte relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione che non può essere regolata per via negoziale è sottoposta ad arbitrato a richiesta di uno di detti Stati. Se, entro sei mesi dalla data della richiesta di arbitrato, le Parti non pervengono ad un accordo sull'organizzazione dell'arbitrato, una qualsiasi di esse può sottoporre la controversia alla Corte internazionale di Giustizia, presentando ricorso in conformità con lo Statuto della Corte.

2. Ciascuno Stato parte può, all'atto in cui firma, ratifica, accetta o approva la presente Convenzione o vi aderisce, dichiarare che non si considera vincolato dalle disposizioni del paragrafo precedente. Gli altri Stati parte non saranno vincolati da queste disposizioni nei confronti di ogni Stato parte che abbia formulato tale riserva.

3. Ogni Stato parte che abbia formulato una riserva in conformità delle disposizioni del paragrafo precedente potrà abolire questa riserva in qualunque momento mediante notifica indirizzata al Depositario.

Articolo XII

Tranne che nei casi di cui all'articolo XI, non può essere formulata nessuna riserva alla presente Convenzione.

Articolo XIII

1. La presente Convenzione sarà aperta il 1° marzo 1991 a Montreal alla firma degli Stati partecipanti alla Conferenza internazionale di diritto aereo svoltasi a Montreal dal 12 febbraio al 1° marzo 1991. Dopo il 1° marzo 1991, essa sarà aperta alla firma di tutti gli Stati presso la sede dell'Organizzazione dell'aviazione civile internazionale fino a quando non entra in vigore in conformità con il paragrafo 3 del presente articolo. Ogni Stato che non avrà firmato la Convenzione potrà aderirvi in ogni momento.

2. La presente Convenzione è sottoposta alla ratifica, all'accettazione, all'approvazione o all'adesione degli Stati. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione saranno depositati presso l'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale, designata dalle presenti come Depositario. Nel depositare il suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, ciascuno Stato dichiara se è o meno uno Stato produttore.

3. La presente Convenzione entra in vigore il sessantesimo giorno successivo alla data del deposito del trentacinquesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione presso il Depositario, a patto che almeno cinque di questi Stati abbiano dichiarato in conformità con il paragrafo 2 del presente articolo che essi sono Stati produttori. Se trentacinque strumenti di ratifica sono depositati prima del deposito degli strumenti da parte di cinque Stati produttori, la presente Convenzione entra in vigore il sessantesimo giorno successivo alla data del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione del quinto Stato produttore.

4. Per gli altri Stati, la presente Convenzione entrerà in vigore sessanta giorni dopo la data del deposito dei loro strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

5. A decorrere dalla sua entrata in vigore, la presente Convenzione sarà registrata dal Depositario in conformità con le disposizioni dell'articolo 102 della Statuto delle Nazioni Unite ed in conformità alle disposizioni dell'articolo 83 della Convenzione relativa all'aviazione civile internazionale (Chicago, 1944).

Articolo XIV

Il Depositario notifica senza indugio a tutti i firmatari e Stati parte:

1. ciascuna firma della presente Convenzione e la data della firma;
2. ciascun deposito di uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, nonché la data del deposito, indicando espressamente se lo Stato si è dichiarato Stato produttore;
3. la data dell'entrata in vigore della presente Convenzione;
4. la data di entrata in vigore di ogni emendamento della presente Convenzione o del suo allegato tecnico;
5. ogni denuncia effettuata in virtù dell'articolo XV;

6. ogni dichiarazione resa in virtù del paragrafo 2 dell'articolo XI.

Articolo XV

1. Ogni Stato parte può denunciare la presente Convenzione per via di notifica scritta indirizzata al Depositario.
2. La denuncia avrà effetto centottanta giorni dopo la data alla quale la notifica sarà stata ricevuta da parte del Depositario.

In fede di che i sottoscritti plenipotenziari, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatta a Montreal il primo giorno del mese di marzo dell'anno mille novecento novantuno, in un esemplare originale che include cinque testi facenti ugualmente fede redatti in lingua araba, francese, inglese, russa e spagnola.

Seguono le firme

ALLEGATO TECNICO

Parte prima: Descrizione degli esplosivi

I. Gli esplosivi di cui al paragrafo 1 dell'articolo I della presente Convenzione sono i seguenti:

- a) essi sono composti da uno o più potenti esplosivi i quali, allo stato puro, hanno una pressione di vapore inferiore a 10–4 Pa ad una temperatura di 25 °C;
- b) nella loro formulazione, includono un legante, e
- c) dopo essere stati mescolati, sono malleabili o elastici a temperatura normale interna.

II. I seguenti esplosivi anche se corrispondono alla descrizione degli esplosivi fornita al paragrafo I della presente parte, non sono considerati come esplosivi per tutto il tempo che continuano ad essere detenuti o utilizzati ai fini qui sotto menzionati, o che rimangono incorporati nel modo indicato, vale a dire gli esplosivi che:

- a) sono fabbricati, o detenuti, in quantità limitata per laboratorio unicamente ai fini di lavori debitamente autorizzati di ricerca, di sviluppo o di prove di esplosivi nuovi o modificati;
- b) sono fabbricati o detenuti in quantità limitata per laboratorio, unicamente ai fini di attività debitamente autorizzate, di addestramento al rilevamento di esplosivi e/o di messa a punto o di prove di materiale di rilevamento di esplosivi;
- c) sono fabbricati o detenuti in quantità limitate per laboratorio unicamente a fini debitamente autorizzati di sperimentazioni giudiziarie, oppure
- d) sono destinati ad essere incorporati o sono incorporati in quanto parte integrante nei dispositivi militari debitamente autorizzati sul territorio dello Stato di fabbricazione, entro i tre anni successivi all'entrata in vigore della presente Convenzione per detto Stato. I dispositivi in tal modo prodotti durante questo periodo di tre anni sono considerati come dispositivi militari debitamente autorizzati in base al paragrafo 4 dell'articolo IV della presente Convenzione.

III. Nella presente parte:

- l'espressione «debitamente autorizzato(i)» di cui ai capoversi a), b) e c) del paragrafo II, significa «autorizzato(i) dalle disposizioni legislative e regolamentari dello Stato parte interessato»;
- l'espressione «potenti esplosivi» significa in particolar modo la ciclotetrametilene-tetranitramina (ottogeno, HMX), il tetranitrato di pentaeritrolo (pentrite, PETN) e la ciclotrimetilene-trinitramina (esogeno, RDX).

Parte seconda: Fattori di rilevamento

Per fattore di rilevamento si intende una delle sostanze enumerate nella tabella in appresso. I fattori di rilevamento illustrati nella tabella in appresso sono destinati ad essere utilizzati per rendere gli esplosivi più facilmente individuabili con rilevamento a vapore. In ciascun caso, l'introduzione di un fattore di rilevamento in un esplosivo è effettuata in modo da ottenere una ripartizione omogenea nel prodotto finito. La concentrazione minima di un fattore di rilevamento nel prodotto finito al momento della fabbricazione è quella indicata nella tabella.

Tabella

Designazione del fattore di rilevamento	Formula molecolare	Peso molecolare	Concentrazione minima
Dinitrato di etilenglicol (EGDN)	$C_2H_4(NO_3)_2$	152	0,2% in massa
2,3 dimetil-2,3- dinitrobutano (DMNB)	$C_6H_{12}(NO_2)_2$	176	0,1% in massa
para- Mononitrotoluene (p-MNT)	$C_7H_7NO_2$	137	0,5% in massa
orto- Mononitrotoluene (o-MNT)	$C_7H_7NO_2$	137	0,5% in massa

Ogni esplosivo il quale per via della sua composizione naturale, contiene uno dei fattori di rilevamento designati, in concentrazione pari o superiore alla concentrazione minima richiesta, è considerato come essendo contrassegnato.

**Dichiarazioni della Repubblica di San Marino formulate ai sensi di specifici articoli delle
Convenzioni e dei Protocolli**

**Dichiarazione alla Convenzione sul contrassegno di esplosivi plastici ed in foglie ai fini del
rilevamento, fatta a Montreal il 1° marzo 1991**

“Ai sensi dell’art. XIII, paragrafo 2 della Convenzione sul contrassegno di esplosivi plastici ed in foglie ai fini del rilevamento, fatta a Montreal il 1° marzo 1991, la Repubblica di San Marino dichiara di non essere un Paese produttore di esplosivi plastici”.